28 juillet 2008

Rapport de la commission des travaux chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 6 février 2008 en vue de l'ouverture d'un crédit de 2 838 000 francs destiné à la sécurisation de 43 aires de jeux aménagées entre 1982 et 2001.

Rapport de M^{me} Marguerite Contat Hickel.

La commission des travaux s'est réunie à deux reprises, les 28 mai et 4 juin 2008, pour examiner cette proposition, sous la présidence de M. Jean-Charles Lathion. Les notes de séance ont été prises par M. Jorge Gajardo Munoz et M^{me} Julie de Dardel, que la rapporteuse remercie de leur excellent travail.

Rappel

La Ville de Genève dispose de 103 aires de jeux dans les préaux d'école et dans les parcs, représentant un investissement de quelque 16 millions de francs et surtout un important capital d'espaces publics qui contribue à une bonne qualité de vie en ville.

En 2005, on ne comptait pas moins de 120 places de jeux. La volonté de réduire les coûts d'entretien, devenus considérables en raison des standards imposés par les normes européennes de sécurité, a incité le Conseil administratif à adopter une démarche plus qualitative que quantitative. Le Conseil municipal avait également exprimé sa volonté de contenir les coûts lors du débat relatif à la proposition PR-477 (crédit destiné à la rénovation de 17 aires de jeux), votée le 29 novembre 2006.

Séance du 28 mai 2008

Audition de M^{me} Simone Irmingier, cheffe du Service des écoles et institutions pour l'enfance, et de M. Philippe Castagna, chef technique de la cellule jeux

M^{me} Irmingier rappelle le contexte. Le débat qui avait eu lieu en 2006, lors du dépôt de la demande de crédit précédente, avait mis en évidence des problèmes importants relatifs aux normes de sécurité, à la vétusté des installations et à leur entretien. La commission des travaux avait donné des orientations significatives au Conseil administratif, telles que la réduction du nombre de places de jeux pour permettre leur entretien avec les fonds disponibles. La commission avait notamment recommandé d'utiliser des matériaux moins coûteux et de pren-

dre des mesures pour assurer l'accessibilité aux jeux des personnes à mobilité réduite. La commission avait aussi suggéré de recourir aux entreprises sociales pour accomplir certains travaux. M^{me} Irmingier souligne qu'il a été donné suite à l'ensemble de ces demandes et rappelle que la commission avait pris acte qu'une nouvelle demande de crédit de rattrapage, destinée à poursuivre et achever l'assainissement des places de jeux suivant les normes européennes, devait lui être soumise. C'est chose faite avec la proposition PR-597 présentée ce jour.

M. Castagna présente brièvement la cellule jeux composée de quatre collaborateurs, chargés respectivement de la tournée de contrôle des aires de jeux (tous les deux mois), du contrôle du mobilier urbain (comme les jeux de marelle et d'échecs) et de la médiation et concertation avec les écoles. Lui-même étant chargé de l'encadrement et des contrats d'achat des nouveaux jeux. S'ensuit la présentation powerpoint (annexe) des places de jeux rénovées avec l'aide du premier crédit: les commissaires constatent notamment le remplacement du bois par du béton autour du bac à sable des Bastions. A l'école de Contamines, les pneus des balançoires ont laissé la place à des assises plates et l'arc en bois a été remplacé par un arc en métal. A l'école Geisendorf, l'installation en bois a cédé la place à un toboggan tout en métal alors que le complexe de cabanes en bois a été refait à l'identique à la demande des enseignants (tâche confiée à l'entreprise Copyrart). Il expose les risques considérés comme «graves», tels que le coincement de tête, la retenue de vêtements ou les chutes, qui imposent des réparations urgentes, voire la fermeture de l'installation. La conformité des installations aux normes européennes (EN 1176-1 à 1176-7 et 1177) est vérifiée par un laboratoire français, une structure offrant ce type d'expertise n'existant pas en Suisse. Il précise encore qu'en 2006 la Ville gérait 111 places, représentant 18 millions de francs avec un budget de fonctionnement annuel de 2 340 000 francs. En 2008, la Ville gère 103 places, représentant 15,5 millions de francs, avec un budget de fonctionnement de 1 705 000 francs. En 2012, il est prévu que la Ville gèrera les 103 places, représentant 14,260 millions de francs, avec un budget de fonctionnement de 1 426 000 francs. Le premier crédit (PR-477) a permis de réduire les places de jeux et les coûts d'entretien. Le crédit proposé aujourd'hui devrait permettre d'atteindre l'équilibre.

Questions des commissaires

Copeaux de bois ou revêtement synthétique

Les précisions suivantes sont données. L'unité jeux utilise 4000 m³ de copeaux, soit une surface de 10 000 m². Le prix du revêtement synthétique, qui a une durée de vie de dix ans, s'élève à 250 francs pour 1 m² de tapis de 55 mm d'épaisseur. Il est souligné que, dans les préaux d'école, les copeaux posent souvent des problèmes d'entretien.

Béton ou bois autour du bac à sable des Bastions

Il est précisé que le béton se marie bien avec le sable, que ce choix a aussi été dicté par la facilité d'entretien, l'installation en béton posant moins de problème de sécurité que l'ancienne barrière en bois, et que, par ailleurs, les bacs à sable ne sont pas considérés comme des jeux selon les normes européennes.

Les effectifs de la cellule jeux

A un commissaire qui relève que la cellule jeux ne se composait autrefois que d'une seule personne (M. Juon), M^{me} Irmingier précise que les quatre personnes en charge se partagent deux postes et demi et qu'elles accomplissent des tâches de concertation et de communication avec les écoles. La cellule effectue aussi les tournées de contrôle, tâche qui incombait autrefois à une entreprise externe qui était aussi celle qui réparait les installations.

Normes européennes

M^{me} Irmingier souligne tout d'abord que, à sa connaissance, les accidents sont moins causés par les jeux eux-mêmes que par leur détournement et leur mauvaise utilisation. Elle fait remarquer que les normes européennes ne sont pas tant destinées à prévenir les accidents qu'à protéger le propriétaire des installations contre les plaintes engageant la responsabilité de ce dernier. Elle relève que la Ville n'applique pas ces normes de façon obsessionnelle, mais en suivant un certain bon sens, et que, dans le cadre de la réflexion sur la sécurité des jeux, son service s'est adjoint la collaboration d'une commission consultative comprenant le chef de clinique de l'Hôpital des enfants.

A un commissaire qui souhaite une précision sur le caractère obligatoire des normes, elle confirme que ces dernières sont obligatoires et imposées par le Département cantonal des constructions et des technologies de l'information pour toute nouvelle installation et toute rénovation. Elle admet qu'il peut y avoir un certain décalage dans l'application, relevant qu'une adaptation simultanée de tous les jeux aux normes de sécurité aurait entraîné le doublement du crédit. La Ville ne néglige pas la sécurité, même pour les dangers mineurs, et procède par priorités – le traitement des risques d'étranglement ou de fracture du crâne passant naturellement en priorité et avant les risques mineurs qui peuvent être traités dans le cadre de l'entretien régulier.

Plaintes pénales suite à un accident

S'agissant des plaintes auxquelles la Ville a dû faire face, M^{me} Irmingier dit avoir été convoquée une fois: la plainte a été classée et la responsabilité de l'accident attribuée à la mauvaise utilisation du jeu par l'enfant. Elle fait remar-

quer que la responsabilité pénale ne s'applique pas à la Ville mais au fonctionnaire supérieur concerné (*n.d.l.r. M^{me} Irminger en l'occurrence*). Elle fait part aux commissaires de sa préoccupation au sujet de la tendance croissante à «judiciariser» les relations entre les gens et les institutions publiques.

Audit des places de jeux

L'audit de l'ensemble des places de jeux est revenue à 150 000 francs (cf. PR-115, votée en 2001 par le CM). Il est confirmé que l'audit est consultable dans les bureaux du service de M^{me} Irminger. Un travail de recensement est effectué systématiquement, documenté par des photos, des changements apportés aux installations.

Jeux sur catalogue et rôle des entreprises sociales

Le pourcentage de jeux achetés sur catalogue représente 80 à 85%. Il est précisé par M^{me} Irminger que les jeux du catalogue sont tous certifiés et que la tendance à y recourir est croissante. A une commissaire qui s'étonne de ce pourcentage élevé, convaincue qu'un tiers des jeux était créé par des entreprises sociales, M. Castagna répond que les entreprises sociales ne réalisent pas le tiers des installations. Par contre, 28% de l'enveloppe budgétaire leur est confié pour des tâches d'entretien. Des structures telles que Copyrart et Atelier X ne sont pas assez compétentes pour maîtriser les normes de sécurité qui sont très contraignantes et complexes. Il est encore ajouté par M^{me} Irminger qu'à une occasion une œuvre avait été commandée par son service à un architecte, mais que cette expérience n'a pas été concluante (construction coûteuse et pas réellement ludique).

Diverses informations sont données, notamment sur les jeux du parc Voltaire, qui ne figurent pas dans la liste des interventions prévues, mais qui, selon un commissaire, nécessiteraient un entretien, et sur le montant prévu pour les jeux de la plaine de Plainpalais (250 000 francs inscrits au PFI). S'agissant de la signalétique des âges, il est précisé que celle-ci n'est pas obligatoire et qu'elle est apposée à titre indicatif, tout en étant fortement conseillée par les laboratoires d'analyse.

Un complément d'information écrit est demandé par une commissaire sur les installations des écoles du Seujet et de Trembley I qui avaient fait l'objet de la demande de crédit antérieur. Ces informations seront communiquées par écrit à la commission.

Séance du 4 juin 2008

Discussion et vote

La représentante du groupe des Verts déplore l'obligation d'une application stricte des normes européennes tout en notant que la Ville semble agir avec intel-

ligence et bon sens. Le crédit proposé s'inscrit dans le plan de rénovation annoncé et elle se dit satisfaite des compléments d'information reçus sur les jeux du Seujet et Trembley I. Les Verts voteront ce crédit.

La représentante du groupe socialiste regrette aussi l'obligation de respecter ces normes européennes très restrictives qui ont pour conséquence de faire disparaître la créativité et la poésie insufflées dans ces jeux par M. Juon. La place qui avait été laissée aux associations et aux artistes avait abouti à quelque chose d'unique. Tout en déplorant cette forme d'«américanisation» de la société, elle ajoute que son groupe votera ce crédit.

Le représentant du groupe Union démocratique du centre dit n'être pas particulièrement choqué de devoir respecter les normes. Il s'agit pour lui de protéger les enfants et l'administration. Il se félicite aussi de la bonne présentation de ce dossier et ne voit aucune difficulté à voter ce crédit.

La représentante du groupe libéral relève que M. Juon serait ravi d'entendre la commission aussi unanime à souligner la qualité des jeux alors qu'il n'avait pas bénéficié d'un tel consensus au moment de leur introduction. Le groupe libéral convient que rien n'est assez sûr pour les enfants et que cette intervention est importante: il votera cette proposition.

La représentante d'A gauche toute! remarque que les services de la Ville ont travaillé en concertation étroite avec les divers partenaires. Elle déplore que les artisans et artistes n'aient pu trouver une place dans ce projet, mais salue la mise en œuvre de l'Agenda 21 (recyclage des matériaux). Elle souligne enfin que la sécurité des enfants n'est pas qu'une question de normes et que, si des risques existent, il est indispensable de prendre des mesures. Le groupe A gauche toute! votera ce crédit.

Le représentant du groupe radical soutient ce crédit tout en se demandant si, avec la logique en cours, on ne finira pas par supprimer complètement les jeux pour assurer le maximum de sécurité.

Au vote, la proposition PR-597 est acceptée à l'unanimité.

PROJET D'ARRÊTÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

arrête:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit extraordinaire de 2 838 000 francs destiné à la sécurisation de 43 aires de jeux aménagées entre 1982 et 2001.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 2 838 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2010 à 2019.

Annexe: présentation power point (voir sur IntraCM)